

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

10 AU 16 MARS 1994

N° 948

10,00 F

CONTRE L'ENCADREMENT DES LUTTES :
AUTONOMIE ET COORDINATION !



E DITORIAL

**Yann Piat
ou les liaisons
dangereuses**

Juste un petit billet à l'occasion de la mort brutale de Yann Piat, député du Var.

Fille de militaire, ex-épouse de militaires, filleule de Jean-Marie et à ce titre ex-élu FN avant de passer au Parti républicain... tout situait Yann Piat résolument à droite.

Ironie de sort, ce sont de ses fréquentations au sein de cette même droite (la droite dure qu'elle affectionnait tant) que sont venus les coups de feu mortels qui ont mit un terme à sa carrière (montante) d'élu du Var.

Encore une fois, l'UDF varoise est dans le collimateur de la justice. Et de se souvenir combien cette formation était courtisée, naguère, par le défunt patron de la pègre toulonnaise, Jean-Louis Fargette.

Ça n'est pas aux anarchistes que l'on va apprendre combien les partis sont liés à la mafia, aussi peut-on ne pas s'étendre. Mais l'occasion nous est donnée de rappeler cette phrase de Louise Michel : « Le pouvoir est maudit, c'est pour cela que je suis anarchiste ».

« MONDE LIBERTAIRE »
N° 950
12 PAGES
SPÉCIAL ÉDUCATION
dans le cadre
de la « 5^e semaine
de la presse à l'école »

« SMIC-jeunes » retour à l'esclavage

L'ACTUALITÉ nous fournit régulièrement quelques sujets d'étonnement à propos des initiatives du gouvernement Balladur.

A plusieurs reprises, il a admirablement su se mettre à dos l'opinion, au point de devoir transformer complètement ses projets initiaux. Il en a été ainsi pour l'aide au logement des étudiants et le financement de l'école privée. Cette fois-ci, la publication des décrets d'application des Contrats d'insertion professionnelle (CIP) a mis le feu aux poudres. Pourtant, tout avait été préparé le plus démocratiquement possible, entre gens civilisés du monde syndical et politique, toutes tendances confondues. Mais il est vrai que plusieurs mois se sont écoulés entre la mise en place du projet et sa concrétisation en textes officiels. La conjoncture impose aujourd'hui à la gauche de dénoncer ce qu'elle avait contribué à concocter dans l'ombre. Mais ce n'est pas cela qui va gêner nos politiciens. Syndicats et partis de gauche sont donc officiellement

scandalisés par le « SMIC-jeunes ». Une hiérarchie sociale construite sur les diplômes — Et il est vrai qu'il y a de quoi s'inquiéter. Il s'agit bien d'un « délit de jeunesse » de plus. Il s'agit bien de culpabiliser et de punir le fait d'être jeune en diminuant de 20% le salaire de celui qui ne devrait être qu'un travailleur comme n'importe quel autre. Le prétexte de formation et de tutorat moyenâgeux, qui accompagne ce statut, constitue une humiliation de plus. C'est totalement inacceptable !

Cependant, il y a plusieurs choses qui doivent nous interpeller dans la manière dont s'exprime l'opposition à ce nouveau sous-statut social.

La gauche accuse le gouvernement de remettre en cause la méritocratie républicaine qui veut que la hiérarchie sociale se construise sur la base des diplômes. Elle sait bien que la plus grande partie de la population veut que ses enfants fassent des études parce que « c'est le meilleur moyen de

(suite p. 4)



RÉFLEXION POUR SE DÉBARRASSER D'UN SYSTÈME QUI PRODUIT LA MISÈRE

Le nationalisme ne nous protège pas de l'impérialisme

LE MOT d'impérialisme fut vulgarisé par le titre d'une brochure écrite par Lénine en 1916 (*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*). Mais il n'était pas inconnu. D'après de nombreux commentateurs, et notamment Hannah Arendt (1), ce serait J.A. Hobson avec *L'impérialisme*, qui « est

le premier érudit à l'utiliser » en 1902, et qui inspira d'ailleurs Lénine. Une année auparavant, en 1901 donc, un précurseur généralement méconnu, Kôtoke Shûsui (1871-1911), une sorte de Jean Jaurès japonais qui connut le même destin tragique que son homologue français, mais qui évolua de la social-démocratie à l'anarchisme, avait même publié un livre au nom prémoniteur : *Impérialisme, le spectre du XX^e siècle* (*Nijû seiki no kaibutsu teikoku-shugi*) (2).

Le terme d'impérialisme ne se réduit pas à la définition restrictive qu'en a

donné la doctrine marxiste classique. Celle-ci suppose un stade avancé de l'évolution capitaliste, une fusion entre capital industriel et capital bancaire

En quête
d'espaces d'expansion

sous la direction d'une oligarchie financière, la constitution de monopoles qui reportent la concu-

rence vers des espaces d'expansion extérieurs, dans les territoires n'ayant pas encore connu le développement capitaliste. Remarquons que les marxistes classiques (Lénine, Hilferding, Rosa Luxemburg, Boukharine) et les impérialistes eux-mêmes (Cecil Rhodes, Jules Ferry, Joseph Chamberlain) soutenaient chacun de leur côté la thèse de la nécessité économique de l'impérialisme.

L'impérialisme a précédé le capitalisme — L'expansion impériale a, en fait, commencé bien avant

l'expansion capitaliste et, malgré des tentatives pour la réécrire dans une phraséologie marxiste plus ou moins orthodoxe, il ne semble pas que les motifs économiques aient autrefois été les principaux moteurs de l'expansion des vieux empires. Dans les motivations des conquérants, la recherche de la gloire militaire et de la fortune personnelle, le prosélytisme, l'aventurisme, le souci de détourner de l'intérieur vers l'extérieur le mécontentement populaire, ont autant compté que le souci d'ouvrir de nouveaux marchés aux entrepreneurs nationaux. Si la conscience de soi caractérise le colonialisme et l'impérialisme, cette politique a besoin de justifications idéologiques. Celles-ci peuvent être particularistes (raisons ethniques, nationalitaires, sociales pour la métropole) ou universalistes (expansion de la vraie religion, mission civilisatrice, unification du monde).

En fait, il faut clairement distinguer plusieurs phénomènes qui correspondent à plusieurs phases historiques et géographiques de développement économique : l'impérialisme antique (conquête romaine, les Grandes Invasions, les Mongols, les Arabes) ;

(suite p.2)

T 2137 - 948 - 10,00 F



F°P. 2520

Le nationalisme ne nous protège pas de l'impérialisme

(suite de la « Une »)

le colonialisme du XVI^e au XX^e siècle avec la conquête de l'Amérique et le commerce triangulaire ; l'impérialisme du XX^e siècle, qui correspond effectivement à un stade particulier de développement capitaliste mais aussi étatiste, et qui opère une transition entre le colonialisme classique et le néo-colonialisme.

C'est le peuple conquérant qui donne son nom à l'empire : perse, romain, chinois, arabe... « *Le véritable empire est celui qui englobe dans une même formation politique, sous la domination de l'un d'eux, des peuples différents mais de civilisation équivalente. Un empire, c'est l'unification politique d'une civilisation* » (3). Malgré ses limites évidentes, cette définition a le mérite de mettre l'accent sur la dimension politique, étatique et spatiale de l'empire comme de l'impérialisme.

Les deux phases du colonialisme classique et de l'impérialisme moderne puis contemporain se distinguent radicalement de l'impérialisme antique dans la mesure où elles voient la conjonction de deux phénomènes nouveaux : le développement du capitalisme, via le mercantilisme puis le machinisme ; le développement de l'Etat central, autocratique (royal puis républicain), jacobin, au détriment des cités libres (communes, jurandes, Hanse), en confrontation avec l'empire ecclésiastique, et au profit d'une nouvelle forme bourgeoise : l'Etat-nation.

La progression de l'Etat-nation est stimulée par les nécessités internes (contrôle socio-spatial du peuple dans le territoire originel) mais aussi par l'expansion européenne en Amérique, en Afrique et en Asie : les nécessités externes de se partager le monde entre grandes puissances, donc de tracer, de délimiter ; d'abord au profit des métropoles (pactes divers de partage, guerres), puis au profit des pays décolonisés eux-mêmes qui vont maintenir le principe de l'Etat-nation quel que soit le découpage spatial du territoire. Toutes les tentatives qui ont cherché à se débarrasser du cadre de l'Etat-nation dans le « tiers monde » ont complètement échoué, y compris celle qui était allé le plus loin : le baasisme en Syrie et en Irak (où l'on sait ce que cela a donné).

Le colonialisme a escorté le capitalisme — Le colonialisme classique repose sur le pillage d'un territoire extérieur : son but est de mettre en coupe réglée les ressources naturelles et humaines des territoires conquis, au profit de la métropole. C'est le fameux "pacte colonial" qui organise les rapports économiques entre la métropole et sa colonie d'après cinq principes : monopole de la navigation réservé au pavillon national ; débouché de la colonie réservé aux produits manufacturés de la métropole ; approvisionnement de la métropole en matières premières et denrées coloniales imposées aux colonies ; interdiction aux colonies de se livrer aux industries et même aux cultures qui ont des similaires dans les

métropoles ; taxes financières sur les produits tant à leur sortie des ports coloniaux qu'à leur entrée dans les ports métropolitains.

Il n'a jamais manqué de critiques internes dans les métropoles pour souligner que ces conquêtes, ces aventures extérieures, coûtaient cher et détournaient des ressources précieuses pour d'autres causes, ou que les produits importés des colonies ruinaient les agriculteurs et les artisans nationaux. Mais la phrase de Machiavel résume bien la position dominante : « *Quant aux colonies [...] elles ne coûtent guère* » (Le Prince). « *[...] esprit collectif de spoliation et de pillage [...] se manifeste surtout quand il s'agit de terres lointaines que l'on qualifie hypocritement de "colonies", quoique, pour la plupart, elles ne deviennent point des lieux de séjour pour les émigrés du pays conquérant et restent uniquement des contrées d'exploitation" à outrance* » (4).

Les formes du colonialisme étaient relativement variées, en fonction du

Le colonialisme classique repose sur le pillage

caractère de la métropole et du caractère du pays conquis. Ceci peut paraître une évidence mais elle est importante car, tant au niveau des conséquences d'organisations socio-spatiales de la colonie qu'à celui des justifications idéologiques, il y a des différences importantes qui s'avèreront cruciales au moment de la décolonisation. L'un des principaux critères qui permet de distinguer les différentes colonies est finalement celui du peuplement. A l'origine, le terme de coloniser qui vient de *colere* (cultiver) implique une appropriation, une mise en valeur d'un territoire et donc son peuplement par des sédentaires, qui se distinguent des simples aventuriers ou des commerciaux. L'Encyclopédie britannique de 1877 donne ainsi comme le plus bel exemple de colonisation le peuplement de l'Amérique du Nord par les Etats-Unis, et présente comme une réussite de la colonisation britannique la formation de cette nouvelle nation. Et le même article précise que l'Inde britannique n'est pas une colonie mais un empire (5).

Le peuplement par des populations métropolitaines est variable, l'occupation de la colonie aussi. Le colonialisme a besoin de la main-d'œuvre locale, elle l'exploite, mais elle peut être prête à lui donner des formes d'autonomie interne, soigneusement limitées ; cette forme correspond plutôt à celle des métropoles catholiques (Amérique latine, Algérie, Indochine) ; on la retrouve dans le colonialisme japonais (Corée, Taiwan, Manchukuo) et juif (Israël). Elle favorise le paternalisme, ce qui n'exclut pas, bien entendu, des massacres ; génocide partiel des Indiens en Amérique Latine avec la colonisation ibérique ; peuplement d'esclaves noirs avec Créoles

minoritaires. Elle peut favoriser à terme le melting-pot comme au Brésil. L'assimilation n'est pas l'intégration (cf Algérie). Le degré de peuplement colon est souvent fonction de l'importance des populations locales : fort quand celles-ci sont relativement peu nombreuses (Algérie), et inversement (Chine).

L'association, qui prétend fonctionner sur le registre de l'égalité et qui prône parfois l'assimilation, correspond généralement aux colonies des métropoles de type protestant avec peuplement européen : Nouvelle-Angleterre, *commonwealth* ; elle passe aussi par le génocide total ou partiel des populations locales (aborigènes) : exemple de l'Amérique du Nord et de la génocide des Indiens ; peuplement d'esclaves noirs dominés par les WASP.

Le nationalisme a suivi le colonialisme — C'est dans cette seconde catégorie de pays que s'est développée plus rapidement l'idée d'indépendance nationale. N'oublions pas que les Etats-Unis forment une ancienne colonie. La fameuse constitution américaine est un acte d'indépendance nationale, le premier dans l'histoire moderne et contemporaine ! « *La révolte des Insurgents américains contre la Couronne britannique est l'événement-clé de l'histoire de la colonisation* » (Guy Pervillé). Le mercantilisme des pays ibériques ne laissait aucune possibilité d'émancipation économique et politique aux colonies. La victoire des conceptions libérales, célébrée par la création des Etats-Unis d'Amérique, met fin au pacte colonial et signe la victoire du nationalisme. N'oublions pas non plus que les idéaux de la révolution américaine ont précédé et largement influencé les idéaux de la révolution française. L'Etat français, intégré dans la sphère mercantiliste européenne et affaibli par la défaite napoléonienne, a rejoint le système du colonialisme classique. L'Amérique triomphante a rapidement un nouveau système de domination outre-mer : l'impérialisme, au sens moderne du terme, qui n'a

L'Amérique ou la victoire des conceptions libérales

pas besoin de contrôle politique direct et qui passe par un contrôle économique multiple, sans colonisation de peuplement.

Le pacte colonial était très important mais il ne représentait qu'une partie de la panoplie impérialiste. Il ne faut pas oublier ou négliger la dimension de mise en valeur d'un territoire particulier (axes routiers et ferroviaires, administration moderne), d'exploitation, de conquête militaire puis civile, de colonisation au sens premier du terme. Le pacte colonial est lié au système mercantiliste qui ne laissait aucune possibilité d'émancipation économique aux pays coloniaux, il est battu en

brèche par les tenants du libre-échange.

De fait, le libre-échange va progresser, au milieu du XIX^e siècle, l'Angleterre, forte de sa prépondérance, donne l'exemple d'une politique

L'Etat fabrique la nation

nouvelle, fondée sur le libre-échange. Après 1871, un protectionnisme se développe mais le pacte colonial n'est pas rétabli. L'économie mondiale devient plus que jamais dépendante des puissances industrielles et financières occidentales qui exploitent aussi bien, voire mieux, les Etats devenus juridiquement indépendants (essentiellement au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale) que leurs possessions coloniales.

Les colonies ou les espaces néo-coloniaux ne peuvent plus être considérés comme de simples appendices économiques de la métropole, mais comme des provinces d'un empire mondial, relais, instruments et objets d'une politique mondiale. Certains territoires sans enjeux économiques immédiats ou particuliers sont convoités et contrôlés pour des motifs militaires ou stratégiques (empêcher une autre puissance de s'y installer).

L'anarchie veut en finir avec ces -ismes — Ce bref rappel historique est important pour comprendre plusieurs choses essentielles dans le monde d'aujourd'hui. L'impérialisme ne s'oppose pas au nationalisme. Au contraire, il s'appuie, quand cela l'arrange, sur tel ou tel nationalisme pour gagner du terrain entre factions impérialistes rivales. Les « luttes de libération nationale » basque, irakienne ou autres, pour le moment en position défavorables, ne sont pas des luttes anti-capitalistes ou anti-étatistes mais des candidatures à prendre part au festin autoritaire posées par les bourgeoisies et les intelligentsia locales.

L'analyse purement economiciste de l'impérialisme par le marxisme fait l'impasse sur le rôle et la nature de l'Etat, en Occident comme au « tiers-monde ». Elle ne nous permet pas de comprendre pourquoi les élites du tiers monde participent à l'extension planétaire du capitalisme, ni pourquoi certains pays arrivent à s'industrialiser (les « nouveaux pays industrialisés », les « quatre dragons », les « bébés-dragons » de l'Asie du sud-est) tandis que d'autres qui s'étaient engagés sur cette voie (comme l'Argentine des années 30) se sont enfoncés dans le sous-développement. Car, en vertu de l'interprétation orthodoxe ou gauchisante, le « centre » (égal l'Occident blanc et dominateur) ne tolérerait pas le développement de la « périphérie » (égal le malheureux tiers monde non-blanc).

Cette analyse, qui avait déjà achoppé sur le cas japonais (un pays classé dans les pays du « tiers

monde » par Yves Lacoste en 1950 qui est devenu la deuxième puissance de la planète), n'est qu'un prétexte pour justifier l'« idée de nations prolétaires », ce concept avancé dès 1903 par le nationaliste italien Corradini qui l'opposait aux « nations plutocratiques » et qui fut repris par des gens comme Mussolini (à l'époque l'Italie était encore dans la première catégorie !), par les trotskystes ou les maïoistes, et, finalement, pour justifier l'idée de « nation » tout court. Bien sûr que la nation existe : l'Etat est là pour la fabriquer, que ce soit dans l'Europe de l'absolutisme et de la Révolution Française, ou dans le monde tropical de l'après Yalta. Il le fait en détournant certaines réalités sociales ou culturelles occidentales qui exploitent dans le moule, on casse, on découpe, on bourre les crânes ou on réprime ! La nation, qu'il ne faut pas confondre avec la société, ne tombe pas du ciel, ce n'est pas une donnée naturelle, elle ne préexiste pas : ou alors pourquoi n'est-elle pas apparue en même temps que l'*homo sapiens* ? Ce qui prouve bien qu'elle résulte d'un développement historique (et géographique). Est-on alors obligé de soutenir inéluctablement tel ou tel développement historique ? Bien sûr que non ! A moins de considérer le capitalisme comme fatal, et le soutenir... Peut-on avoir le capital sans capitalisme, comme ceux qui voudraient la nation sans le nationalisme ? Foutaises !

C'est précisément parce que la nation existe en tant que facteur de division et de soumission des prolétaires que l'Etat et le Capital se portent bien dans le monde, et qu'il faut la détruire. L'anarchisme, dont le programme ne consiste pas en un catalogue de défense des minorités opprimées variables dans l'espace et dans le temps (un jour les homosexuels, les Basques, les Irlandais, le lendemain les bisexuels, les Bosniaques, les Tchétchènes) mais en une attaque contre les causes de la domination et de l'exploitation, en a justement la mission et l'ambition. Le rôle des anarchistes n'est pas de pleurer ou de faire pleurer sur les enfants irakiens et les habitants de Sarajevo, mais de forger les armes intellectuelles et pratiques pour se débarrasser du système qui produit la misère.

Philippe Pelletier

- (1) Hannah Arendt, *Les origines du totalitarisme*, l'impérialisme, Seuil, Points-Politique, 1984, 356 p., (première édition en 1951).
- (2) Philippe Pelletier : « Kōtoku Shūsui, socialiste anarchiste », *Subversion* n° 3, édité par le groupe Bertho-Lepetit (FA), 1985, 48 p.
- (3) Robert Louzon, *L'ère de l'impérialisme*, éditions Spartacus, Paris, 1948, 90 p.
- (4) Elisée Reclus, *L'Homme et la Terre*, 1905.
- (5) Guy Pervillé, « Qu'est-ce que la colonisation ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° XXII, juillet-septembre 1975, p. 321-368.

APRÈS LES INCIDENTS DE RENNES

C'est le cœur gros que les marins-pêcheurs terminent leur grève

RENDEZ-VOUS

GAP
Un compagnon vend le *Monde libertaire* chaque samedi de 11 h à 12 h, place Jean-Marcellin à Gap. Pour contacter la FA sur Gap, écrivez aux Relations Intérieures, qui transmettront.

PARIS
Les groupes La Villette, Pierre-Besnard et Alliance organisent le vendredi 11 mars à 20 h à l'Espace Jemmapes (116, quai de Jemmapes, M^o Jaurès, 75010 Paris) un débat sur le thème : « Exclusion du logement », avec la participation de l'émission « Sans toit ni loi » (Radio Libertaire) et de camarades militant pour le droit au logement.

TOULON
Un collectif libertaire s'est formé sur Toulon. Des permanences ont lieu le mercredi de 16 h 30 à 18 h et le samedi de 15 h à 18 h au 2, rue Francis-de-Préensé (prolongement de la rue des Boucheries, près de la cathédrale). Vous pourrez rencontrer des militants des groupes toulonnais de la FA : Nada et Région-toulonnaise, du groupe FA de la région brignolaise, de la liaison FA Pais de Maures (Carnoules/Pignans), ainsi que de la CNT. Par ailleurs, une bibliothèque et une table de presse seront à votre disposition. Pour toute correspondance : ACL, BP 6081, 83065 Toulon cedex.

PARUTIONS

PRESSE
Le n° 15 de *l'Encre Noire* est paru. *L'Encre Noire* est une revue libertaire éditée par le groupe Jean-Roger-Caussimon de Nancy, le groupe « Ne Plus Subir » de Moselle/Bas-Rhin et la liaison de Haute-Marne.

Le numéro est disponible contre 8 F en timbres en écrivant au CRES, BP 16, 54550 Pont-Saint-Vincent.

PRESSE
Le n° 107 (mars) de *Contre Vents et Marées*, journal d'humour anarchiste, est paru. Au sommaire : questions en matière d'anarchisme, humour, société sans prison, écologie et anarchisme, le nationalisme, la Poste, antimilitarisme... le tout agrémenté d'un supplément grenoblois (4 pages). Prix au numéro : 6 F. Abonnement : 60 F. Chèque à libeller à l'ordre de « Contre-Courants ». *Contre Vents et Marées c/o « Contre-Courants », La Ladrrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche.*

BROCHURE
Le groupe Février édite : *Sur la nation et le nationalisme. Contribution à un débat paru dans le Monde libertaire. Réflexion sur les positions de Philippe Pelletier et Bernard Pensiot sur la situation en ex-Yougoslavie, de René Berthier. Trente-six pages. Prix : 20 F (plus 7,40 F de frais de port). En vente à la librairie du Monde Libertaire.*

A PRES PLUS DE QUINZE JOURS de grève, les marins-pêcheurs ont répondu par 62% à la reprise demandée par le Comité de survie de la pêche. La poursuite du mouvement devenait « suicidaire », dans la mesure où la grève portait atteinte uniquement aux marins-pêcheurs. De plus, face à l'intransigeance du gouvernement et en l'absence d'un soutien populaire actif de la part d'autres secteurs, comme cela aurait pu se faire avec les mineurs dernièrement ou les paysans, il était incertain pour l'instant d'espérer plus que ce qui a été concédé par le gouvernement.

Des résultats obtenus par l'urgence — Les effets de la grève sur le mouvement des pêcheurs (difficultés financières aggravées et sentiment d'échec après les maigres résultats obtenus...) est encore difficile à mesurer.

Les concessions du gouvernement sur le plan financier restent dérisoires, même si elles répondent partiellement aux points d'urgence de la plate-forme élaborée par le Comité de survie. Elles ne répondent pas au problème de fond : l'avenir de la pêche artisanale et traditionnelle et sa restructuration.

Malgré la reprise, certains comités locaux (Normandie, Corse...) ont choisi de maintenir la pression, en particulier contre les importations et afin d'obtenir des garanties sur l'application des décisions gouvernementales.

Le maintien du Comité de survie — Lors du vote du 15 février, les pêcheurs ont renouvelé à plus de 80% leur confiance au Comité de survie et aux délégués. Ce qui, malgré les hésitations et les tentatives d'abandon de certaines revendications de la part des responsables, démontre la volonté du mouvement de se doter d'une structure unitaire et représentative, démocratique, qui dépasse le cadre des marchandages syndicaux et en particulier de la CFDT, au sein du Comité national de la pêche.

Ainsi, le Comité de survie, créé le 13 janvier 1993 à Douarnenez, devient une structure permanente de défense et de revendications de toute la filière pêche, incontournable, mais aussi et surtout une

véritable organisation d'entraide et de pression face aux armateurs et aux marayeurs. S'il regroupe petits patrons et marins-pêcheurs, toutes tendances syndicales confondues, il intègre également l'association des femmes de pêcheurs, regroupant ainsi toute la vie du littoral. Il faut voir à ce propos le soutien des paysans, des artisans et des commerçants de la côte, de même que la solidarité des salariés de nombreuses entreprises locales.

Le Comité de survie de la pêche devient l'expression sociale et populaire du littoral. Ce qui est particulièrement significatif et déterminant en Bretagne.

Le poids de la pêche en Bretagne — La Bretagne qui possède plus du quart des côtes françaises est l'une des régions maritimes les plus actives d'Europe. En 1990, La Bretagne à elle seule représentait 42,5% (250 000 tonnes)

« Les emplois créés par la pêche, soit directement, soit à terre, sont vitaux pour le littoral. C'est dire l'importance de ce secteur pour la Bretagne et la vie de la côte. »

de la production nationale, et 45,2% en valeur marchande. Sur les 22 000 pêcheurs actifs français (embarqués et non-embarqués), la Bretagne en réunit près de la moitié ! (sans compter les 20 000 marins travaillant hors de la Bretagne, dans la marine marchande). La flotte bretonne représente environ 2 200 navires sur un total de 11 000 recensés au 31 décembre 1988 (1). L'activité principale est concentrée sur la côte sud de la Bretagne (Lorient, Concarneau, Le Guilvinec...). Cette pêche se pratique dans les eaux côtières mais aussi au large de l'Irlande et de l'Ecosse, d'où proviennent les deux-tiers de la pêche débarquée à Lorient.

Les emplois créés par la pêche, soit directement, soit à terre, sont vitaux pour le littoral. C'est dire l'importance de ce secteur pour la Bretagne et la vie de la côte. Troisième au niveau juste derrière l'Espagne et le Danemark, la France, grâce à la Bretagne, se place au vingt-et-unième rang sur le plan mondial pour la production maritime et au douzième rang comme pays exportateur.

Un secteur fortement diversifié et fragile — Si plus de 30% de la pêche bretonne est entre les mains d'une dizaine d'armateurs de dimension internationale, liés à l'industrie agro-alimentaire, la grosse majorité des pêcheurs pratique une pêche

traditionnelle et artisanale sur de petites unités, où la rémunération se fait à la part (partage plus ou moins égalitaire entre l'équipage, des résultats de la pêche, après déduction des taxes diverses et frais de fonctionnement). Pour la pêche industrielle et semi-industrielle, un minimum garanti est reversé aux marins, mais varie selon les armateurs ! La disparité entre les revenus, selon les saisons, selon la pêche, rend la situation difficile et instable donc fragile, face aux capitalistes qui souhaitent « normaliser » la profession en mensuralisant les pêcheurs sur la base des tarifs internationaux, ce qui équivaut à baisser les salaires de plus de 50%.

Avec la mondialisation du capital à travers le GATT, la pêche traditionnelle est ainsi condamnée. D'où les restructurations de ce secteur et son redéploiement sur le plan régional au sein de l'Union européenne dans le cadre des accords de Maastricht.

Ainsi, l'Espagne se voit réserver la pêche, l'Allemagne la métallurgie et la France l'agriculture céréalière intensive...

Comme pour sceller le sort de la pêche bretonne, et confirmant cette orientation, le groupe espagnol Pescanova (150 navires dans le monde) a racheté, le 23 février 1994, le numéro un français de la pêche, le groupe Jégo-Quéré (vingt chalutiers, 300 marins et 1000 salariés) de Lorient !

Qui dit rachat, dit restructurations, licenciements et liquidation de la petite pêche.

Des perspectives révolutionnaires ? — Si le gouvernement a pu éviter provisoirement une crise sociale à partir du conflit des pêcheurs, les conséquences du démantèlement et du redéploiement du secteur pêche, annoncé par Bruxelles provoqueront inévitablement une seconde révolte. Le rachat du numéro un français de la pêche par le groupe espagnol Pescanova, avec l'aide du gouvernement français, risque d'être le premier pas de l'escalade.

D'autres secteurs sensibles, comme l'agriculture ou la mine, pouvant se joindre au mouvement... La multiplication des associations et comités de chômeurs, particulièrement en Bretagne, peut également accélérer le processus de radicalisation.

Un mouvement social semble renaître, et malgré les impressions et le flou sur le contenu spécifique de classe, il peut ouvrir la voie vers un nouveau projet de société.

Les militants anarchistes doivent être présents sur ce terrain social, partout où ils le peuvent, pour lui imprimer le plus possible une orientation libertaire et radicale. Sinon, être à l'écoute des expressions multiples émergentes de la base, qui rejettent le consensus, qui se méfient des syndicats et des partis et qui aspirent à tenir le premier rôle, face au patronat et au gouvernement. C'est aussi pour éviter, en liant les luttes (2) entre elles, que ces mouvements ne dérivent dans le corporatisme et pour s'opposer enfin à toute manipulation électoraliste ou fasciste. Pour nous, la lutte continue.

Jean-Charles
(gr FA de Rennes)

(1) Sources : *Tableau de l'économie - Bretagne 1991*, INSEE ; *Tableau de l'économie française, 1990*, INSEE ; *le Marin* ; *la Bretagne économique* ; *Ouest-France* ; *Géographie économique de la Bretagne*, éditions Breizh.

(2) La Fédération anarchiste réaffirme son entière solidarité avec les pêcheurs arrêtés et condamnés lors de la manifestation du 4 février à Rennes, mais aussi envers les deux chômeurs qui purgent respectivement un mois et trois mois de prison. La lutte des uns rejoint la lutte des autres. Nous ne pouvons dissocier le combat contre l'exploitation et la répression.

« Le Monde libertaire » dans les écoles du 28 mars au 2 avril

5^e semaine de la Presse dans l'École



FORUM

Samedi 12 mars - 16 h 30

« LA POSSIBILITÉ DE L'ÉMERGENCE D'UN MOUVEMENT LIBERTAIRE EN ALGÉRIE »

(à partir de la brochure « Appel aux travailleurs algériens »)

Librairie du Monde Libertaire 145, rue Amélot (M^o Oberkampf) 75011 Paris

« SMIC-jeunes » retour à l'esclavage

(suite de la « Une »)

réussir dans la vie », surtout dans le contexte présent. Ce n'est pas forcément vrai, mais être illettré arrange rarement les choses. Il n'empêche. Ce qui est choquant, c'est d'entendre dire : « Je ne veux pas être payé comme une caissière de supermarché avec le Bac + 2 ! ». Autrement dit, il semblerait que ce ne soit pas grave et même normal qu'une caissière soit payée à coups de lance-pierres !

La dénonciation des projets de Balladur ne fait apparaître aucune remise en cause de la valeur sociale du travail ni aucune réflexion sur les rôles sociaux. Au contraire, la démarche qui est proposée dans la manière de critiquer ces décrets contribue au renforcement des rapports de domination. La hiérarchie et les inégalités de salaires semblent aller de soi et ne provoquent aucune révolte à gauche. Il y a à quelque chose d'insultant dans cette manière de faire.

Faut-il rappeler que récemment des textes de lois ont remis au goût du jour l'apprentissage, et que personne parmi « notre élite universitaire à "Bac + 2" » n'a pas trouvé humiliant le fait qu'un travailleur soit payé à 20% du SMIC, sous prétexte qu'il « apprend » et qu'il a 14, 15 ou 16 ans !

Et quand on sait dans quelles conditions cet « apprentissage » se fait généralement dans les petites entreprises, chez les artisans ou chez les commerçants, il y a de quoi être scandalisé. Mais quelle importance a un apprenti-cuisinier ou une apprentie-vendeuse dans la hiérarchie des valeurs sociales ? Qui s'étonnera du fait que les seuls qui acceptent d'être apprentis-maçons sont bien souvent ceux pour qui c'est le seul moyen d'échapper à la prison en « acceptant » une « réinsertion par l'apprentissage » ! Mais revenons à la situation politique du moment.

Les risques d'exploitation sociale — Ce qui est frappant dans cette affaire, c'est l'empressement des médias à servir de porte-voix aux organisations syndicales. Il y a une volonté délibérée de mettre l'accent sur le fait que le gouvernement se heurte à une opposition ferme et déterminée des syndicats. De quoi veut-on nous convaincre ? Il y a sûrement des coups fourrés qui se jouent dans les couloirs de palais, et il

est vrai que le soutien apporté par Chirac à Balladur ressemble fort à un torpillage en règle. Mais ce n'est pas vraiment notre problème.

L'enjeu politique actuel est sans doute la gestion des risques d'explosion sociale. Tout le monde en est conscient, dans toutes les couches de la société, de l'employé de bureau au SDF, du permanent syndical au ministre en chef. En effet, la machine capitaliste exige de plus en plus de sacrifices salariaux et sociaux pour rester compétitive. Le pouvoir est contraint de réduire les coûts de production pour garantir aux investisseurs des profits suffisants pour qu'ils n'aillent pas se faire voir ailleurs. Cela implique obligatoirement des licenciements et des réductions de salaires. Le rôle de Balladur est de trouver des artifices pour faire avaler les pilules. Il a usé et abusé de sa cote de popularité, utilisé et flatté les dirigeants syndicaux en les invitant au dialogue et à la participation, mais il y a des limites à tout. La situation devient difficile à tenir, même pour la CFDT et FO. Et puis les échéances électorales obligent les mêmes à jouer une carte plus oppositionnelle, au service du PS par exemple.

Ces classes dirigeantes défendent leurs intérêts, et ont largement prouvé leur capacité à gérer et étouffer toute montée de revendication sociale.

« ... "notre élite universitaire à Bac + 2" n'a pas trouvé humiliant le fait qu'un travailleur soit payé à 20%... »

Pourtant, nous sommes probablement en train d'amorcer une phase nouvelle dans la répartition des rôles entre bourgeoisie de droite et bourgeoisie de gauche. A coup sûr, c'est la pression terrible du chômage, des réductions de salaires acceptées sous la menace de licenciements, la multiplication des situations de détresse, de suicides ou d'internements psychiatriques, les condamnations au RMI à perpétuité et l'absence de perspectives de vie qui sont au cœur des enjeux actuels. C'est cela qui peut provoquer à n'importe quel moment une rupture sociale majeure. Face à ce risque, il est urgent pour le pouvoir

de contribuer à donner de la vigueur aux organisations syndicales. Leur contribution à l'encadrement et au contrôle des luttes revendicatives n'est plus à prouver. Mais la faiblesse réelle des syndicats inquiète suffisamment les milieux patronaux pour qu'ils l'expriment ouvertement dans leurs réunions et leur presse. Comme aurait dit Bergeron, il faut leur donner du grain à moudre. L'affaire du « SMIC-jeunes » arrive au bon moment, même si cela n'a sans doute pas été planifié.

Matraques et répression vont être à l'ordre du jour — Il ne va plus être vraiment possible d'étouffer la montée des revendications. Mais le gouvernement caresse l'espoir de pouvoir les canaliser, les orienter, les encadrer voire d'en suggérer certaines... Il faut bien que la gauche serve à quelque chose ! Ce n'est pas par hasard si la CFDT se décarcasse à animer des comités pour « l'abolition du chômage » (qui exigent entre autres le RMI à 18 ans) et que le PS nous crie en écho que son programme prévoit la création de 2,5 millions d'emplois. Manque de pot, ces comités tournent le plus souvent avec les militant(e)s des appareils syndicaux et politiques et des chômeurs de base y sont plutôt rares. Mais l'essentiel n'est-il pas de s'agiter ? Ce n'est pas par hasard si la CGT appelle à manifester le 12 mars pour le défendeur de l'emploi et pour « faire payer les riches ».

A droite le discours commence à changer aussi. Balladur n'a pas vraiment l'intention de céder sur cette affaire de CIP, et il semble bien que la « fermeté » va prendre le pas sur la recherche du consensus. La « fermeté », cela veut dire, en clair, que les objectifs du pouvoir seront appliqués avec matraques et répression si nécessaire.

Et il y encore de gros dossiers à faire passer avant les élections, comme par exemple l'annualisation du temps de travail. A l'avenir, les manifestations risquent d'être encore plus dures. Attention aux provocations. Au bout du compte ce scénario arrangerait tout le monde. Chacun à droite comme à gauche, retrouverait un rôle qu'il connaît bien et les salariés seraient bien gardés.

Face au risque d'explosion ou d'implosion sociale, développons les luttes — Pourtant, il n'est pas sûr que les choses se passent aussi facilement. Malgré leur bonne volonté

« Il s'agit donc pour nous d'être à l'écoute des radicalités [...] Elles sont souvent éparses [...] mais elles existent... »

et tous leurs efforts, les syndicats auront du mal à trouver un crédit conséquent dans le monde du travail et dans la masse des incontrôlés du chômage.

L'aide que leur apportent télévisions et journaux qui voudraient nous désigner l'objectif « SMIC-jeunes » de la même manière qu'il nous appelle à l'humanitaire, ne doit pas nous leurrer. Cette « petite affaire » des CIP n'aura aucune incidence sur la situation de l'emploi. Par contre, si les mécanismes et les conditionnements politiques qu'elle semble vouloir initier devait se révéler efficace cela serait très grave.

Même s'il est vrai qu'en ce moment une explosion sociale serait réprimée durement et ne trouverait pas d'autres débouchés politiques qu'une régime musclé, voire fascisant au vu des

rapports de forces, avec la présence, entre autres, d'un FN militant et très structuré.

Il faut prendre conscience qu'un développement de l'influence et du rôle de la gauche ne pourrait que s'accompagner d'une implosion du mouvement social, d'un éparpillement des volontés et des pratiques sociales radicales, d'une montée accélérée des divers corporatismes et au bout du compte nous conduire à une impasse politique encore plus dramatique.

Il s'agit donc pour nous d'être à l'écoute des radicalités qui se font jour. Elles sont parfois éparses, peu médiatisées, mal formulées, mais elles existent. A nous d'en parler, de les faire se rencontrer, de discuter... et d'en être, bien entendu. Nous devons aussi élaborer des analyses, des critiques et des revendications qui permettent d'apporter un regard et des perspectives d'ensemble.

Il est loin d'être ridicule ni en déphasage d'avec la réalité que d'envisager un développement de coordinations de luttes, de structures sociales autonomes et en capacité de mobiliser la société sur autre chose que le vote utile à gauche. Nous pouvons y contribuer !

Bernard
(gr. Déjacque - Lyon)

ERRATA

Dans le ML n° 942 (rubrique « Dans le monde », p. 5), nous avons publié un article de René Hamm, intitulé : « RAF : béton à vie ? ». Deux rectifications d'erreurs sont à apporter :

— Wolfgang Grams mourut le 27 juin 1993 (évidemment pas 1994 !);
— le chroniqueur de Woz et de Konkret se prénomme Oliver (et non Olivier !). Tolmein.

PARIS

Une action pour dénoncer les logements vides

Mercredi 2 mars, en après-midi, un peu moins de deux cents personnes regardaient avec espoir trois hommes monter sur une échelle appuyée contre le mur du 41, boulevard du Temple, l'immeuble du théâtre Dejazel. Il s'agissait de dénoncer, pour la troisième fois, le scandale de cet immeuble vide depuis six ans, propriété de la Banque de France. Sur le toit, les trois militants du Droit au logement (DAL) ont accroché des banderoles jaunes, suffisamment voyantes pour informer les passants, et nous étions plusieurs à espérer qu'ils entrent dans l'immeuble et nous invitent à l'occuper. Espoir déçu ! La consigne du DAL était encore la réquisition légale, et il a fallu se contenter de piétiner devant le bâtiment en attendant que les CRS viennent nous déloger, ce qui ne leur a

pas pris plus de dix minutes. Une délégation du DAL et du Comité des sans-logis est partie pour le ministère des Finances ; elle est revenue bredouille et ça n'a surpris personne. Comment avoir encore des illusions sur la volonté de l'Etat d'appliquer la loi Besson quand les immeubles qui lui appartiennent en propre sont vides ? Et surtout pourquoi attendre que l'Etat daigne nous restituer ce qui nous revient de droit ?

Là où c'est devenu vraiment intéressant, c'est quand un responsable du DAL a promis que la prochaine fois « on sera des milliers, armés de masses, de pioches, on occupera l'immeuble et on ne se laissera pas déloger ». La promesse est pour le moins optimiste (d'où vont-ils sortir les milliers tant attendus ? Où étaient-ils

mercredi ?), mais elle est réalisable. Seulement, il s'agit de ne pas rater le rendez-vous. Si on est ne serait-ce que deux cents dans l'immeuble, les flics mettront plus de dix minutes à nous « nettoyer ». Avoir un toit est un des droits les plus élémentaires de tout être humain. Et ce droit ne saurait être satisfait par un ALGECO pourri, un foyer de l'Armée du Salut ou les bornes-relais pour les SDF bientôt mises en place par la mairie et qui ne servent qu'à institutionnaliser la misère. Il ne suffit pas de compatir (1). Notre indignation est légitime, les squatts le sont aussi. La prochaine fois, soyons tous là !

Marie-Agnès
(gr. Alliance - Paris)

(1) Il y a 117 000 logements vides à Paris plus deux millions de m² de bureaux vides !

Réfection de la tombe de Sébastien Faure à Royan Clôture de souscription

Nous avisons tous nos amis que la souscription (ouverte à l'automne 1993) relative aux travaux de réfection du tombeau de Sébastien Faure, situé au cimetière des Tilleuls à Royan, est close dès maintenant. L'excédent sera remis à la résidence de la Libre Pensée, à Saint-Georges-des-Sept-Voies, pour aider à l'entretien des anciens camarades y résidant.

Nous remercions vivement tous les généreux donateurs.

G. Escoubet, secrétaire
(pour le groupe Sébastien-Faure - Bordeaux)

CAUCASE

Pourquoi Bernard-Henry Lévy préfère Sarajevo à Tbilissi (2^{ème} partie)

(suite du n° 947)

La dernière période-clé dans le Caucase sera celle de la pérestroïka et de l'effondrement soviétique. La situation relativement périphérique du Caucase dans une zone qui n'avait jamais été remise en cause au cours de la guerre froide, contrairement à la bordure européenne, et les fortes pulsions nationalitaires expliquent pourquoi, avant même l'agitation dans les pays Baltes, la frénésie indépendantiste démarra dans le Caucase - la statue de Lénine y fut renversée pour la première fois, à Erevan, en Arménie - pour conduire au démantèlement de l'URSS.

Le détonateur du Haut-Karabakh - Le détonateur sera principalement la question du Haut-Karabakh. Ce petit territoire est essentiellement peuplé d'Arméniens mais la population azérie y est passée de 5 à 25 % en une cinquantaine d'années, et il est situé en plein Azerbaïdjan. Les provocations s'y multiplient à la fin des années 80, les tensions augmentent sur fond de crise politique et économique. Arméniens et Azéris se déclarent en masse prêts à mourir pour le Haut-Karabakh au cours de meetings monstres. En février 1988, à Soumgaït, une banlieue ouvrière de Bakou en Azerbaïdjan, un pogrom massacre des Arméniens. L'Armée rouge ne bouge pas, et n'intervient qu'au bout de trois jours. Les représailles ne tardent pas et en novembre de la même année, des Arméniens s'attaquent à des minorités azéris en Arménie. Paniqués, les populations respectives fuient et on assiste à un gigantesque chassé-croisé d'Armé-

niens en provenance d'Azerbaïdjan et d'Azéris en provenance d'Arménie.

En Géorgie, l'indépendantisme gagne du terrain. Comme en Arménie et en Azerbaïdjan où le pouvoir soviétique utilise le couvre-feu, l'armée finit par intervenir : c'est le massacre de Tbilissi (avril

« Dans le processus indépendantiste, les Eglises jouent un rôle considérable... »

1989), où les forces spéciales se distinguent par leur férocité. A Bakou, une grève générale dirigée contre « l'ennemi arménien et russe » provoque des pogroms puis l'intervention de l'Armée rouge. Finalement, le nationalisme l'emporte partout et l'indépendance est proclamée pour l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan (1990). La Ciscaucasie reste dans le giron de la République russe.

Dans le processus indépendantiste, les Eglises jouent un rôle considérable, béniissant les nouveaux présidents, opérant des baptêmes de masse, avançant, en Géorgie notamment, des revendications réactionnaires. La liquéfaction générale favorise tous les délires nationalitaires. Ainsi, Gamid Khérichi, l'un des idéologues du Front populaire d'Azerbaïdjan, qui a remporté l'indépendance, interprète les mutations en cours sur le registre fondamentaliste : « D'une manière générale, l'Occident est sur le déclin [...] et la renaissance vient de l'Orient. Certains Etats arabes ont créé un paradis sur terre. En

Iran, on vit nettement mieux qu'en Europe » (3). Rien que ça ! Le général Djokhar Doudaïev, proclamé président de la Tchétchénie (une sécession de la République russe à peine tolérée par Moscou) avait soutenu Elstine au moment du putsch de 1991 mais considère celui-ci comme le représentant de l'impérialisme russe et au lieu de l'Etat laïc, démocratique et multiconfessionnel qu'il prônait, prête serment sur le Coran lors de son investiture présidentielle et lance des lois qui tendent à une islamisation de la société (4). Quant à Zviad Gamsakhourdia, ex-président géorgien, il déclarait à propos de la Kakhétie, une région de Géorgie : « Elle fut toujours, démographiquement, la région la plus pure de notre patrie, où l'élément géorgien resta toujours prépondérant. [...] Les Tatars prennent la tête. Ici, des Arméniens, là, des Ossètes, etc. Et ils sont prêts à avaler la Kakhétie. Voilà ce que les communistes, ces traitres, nous ont fait. Ils ont vendu aux étrangers, pour de l'argent, ce coin sacré, cette Kakhétie patrie des héros et des saints. Aujourd'hui, nous nous trouvons dans une situation catastrophique. Chassons tous les non-Géorgiens et liquidons les traitres » (5). Un programme qui n'a rien à envier aux délires d'un Milosevic ou d'un Tudjman !

Luttes farouches pour le pouvoir au nom de la nation - En Géorgie comme en Azerbaïdjan des luttes farouches opposent des clans pour la conquête du pouvoir. En Géorgie, l'ultra-nationaliste Zviad Gamsakhourdia est élu président à 87 % des voix en mai 1991 mais son pouvoir tourne rapide-

ment à la dictature. Dans le même temps se développe la sécession abkhaze. Chevarnadze arrive au pouvoir et est élu président à 90 % des voix en octobre 1992 (6). En Azerbaïdjan, le nationaliste Elchibey est élu puis il est renversé par Gueïdar Aliev.

Le changement politique de ces deux pays peut être interprété comme un retour de l'influence russe (7). D'abord au niveau des hommes et des réseaux d'influence : Chevarnadze est l'ancien ministre des affaires étrangères de Gorbatchev, Aliev est un ancien général du KGB, ancien chef du KGB local et ancien membre du Politburo de l'URSS. Ensuite au niveau des choix politiques : Chevarnadze a négocié son arrivée au pouvoir en échange du maintien des bases militaires russes ; Aliev ne fait pas mystère de ses sentiments pro-russes ; les deux ont fait entrer leur pays dans la CEI alors même que l'indépendantisme avait gagné sur des bases anti-communistes et anti-russes.

« ...la région de Bakou abrite l'un des gisements pétroliers les plus riches du monde. »

La politique russe est assez simple et le parlementaire Vladimir Jirinovski déclare que la Russie « doit vendre des armes à ses voisins du sud jusqu'à ce que ceux-ci s'étendent à s'entre-tuer et reviennent à genoux vers Moscou » (8). Il ne fait finalement que suivre la politique de Gorbatchev qui tentait de préserver l'Union au-dessus des

factions. Il est plus que probable que le gouvernement russe attise les sécessions abkhaze (contre la Géorgie), ossète (ib.) ou ingouche (contre la Tchétchénie) pour tirer les marrons du feu (toujours la devise « diviser pour régner »). Et il rassure les puissances occidentales qui préfèrent un gendarme, même musclé, sur lequel ils ont pris la FMI ou la Banque mondiale. Car il y a des intérêts à préserver dans la région : le pétrole, en particulier.

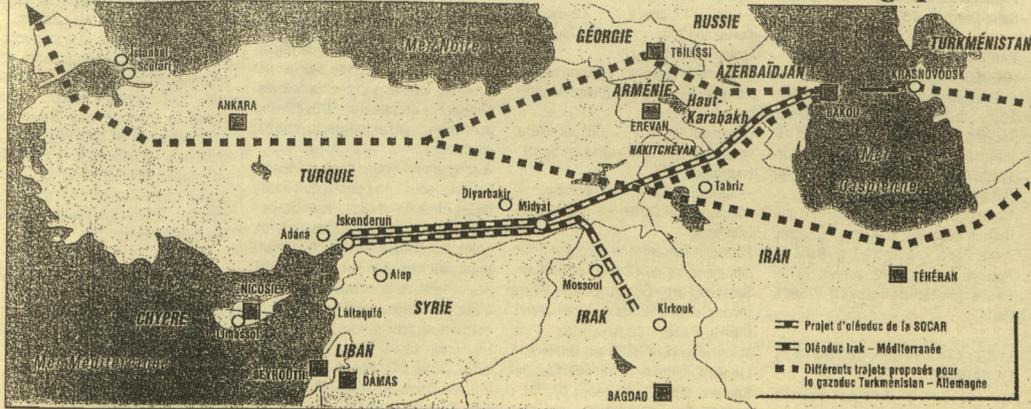
L'enjeu pétrolier - On le sait, la région de Bakou abrite l'un des gisements pétroliers les plus riches du monde. Pour les Etats et les capitalistes, il n'est pas question que ce pactole passe entre n'importe quelles mains ! Cela tombe bien, le gouvernement azerbaïdjanais se montre très coopératif. En 1992, il fait appel à un consortium international pour exploiter les gisements de gaz naturel et de pétrole de la mer Caspienne (9). Ce consortium est composé d'entreprises pour la plupart bien connues : Amoco, BP, McDermott, Remko, Statoil (Norvège), Turkish Petroleum, Unocal, Pennzoil, plus la SOCAR azerbaïdjanaise. Les gisements sont estimés à 9 milliards de dollars et les réserves des trois premiers prévus à 4 milliards de barils, ce qui représente une masse considérable (à titre de comparaison la découverte d'un gisement jugé important à Qatar ne représente que 800 millions de barils).

En mars 1993, la Turquie et l'Azerbaïdjan passent un accord pour construire un oléoduc reliant Bakou à Yumurtalik, le terminal pétrolier turc situé sur la Méditerranée. La réalisation en est confiée à un consortium international regroupant des compagnies britannique, américaine, japonaise, la SOCAR et la BOTAS turque. Elf se déclare intéressé pour le transport du brut extrait de ses concessions au Kazakhstan et la KPC (Kazakhstan Pipeline Co.) exprime son désir de faire passer le pétrole kazakh par là plutôt que par le Golfe Persique.

L'oléoduc Bakou-Batoumi, de la mer Caspienne à la mer Noire en passant par la Géorgie, est en effet fermé. La Russie souhaiterait bien accroître la capacité de l'oléoduc Bakou-Novorossiysk, qui va de la Caspienne à la Crimée orientale, via la Transcaucasie, mais pour contrer ce projet, la Turquie envisage de modifier les statuts régissant les détroits du Bosphore et des Dardanelles. Le traité de Montreux stipule en effet que n'importe quel navire peut traverser

(suite p. 6)

Bakou - Iskenderun, via l'Iran : un oléoduc au tracé stratégique



Sources : Milliyet et Courrier international.

(suite de la page 5)

librement les détroits. Or la Russie effectue plus de la moitié de son commerce extérieur maritime par cette voie. Elle sera pénalisée par le système de taxe que prévoit la Turquie (surcoûts et perte de temps/argent) et qui sera soumis en mai 1994 au Comité international de la sécurité maritime. La Russie émet alors l'idée d'un autre oléoduc de la Caspienne à la Baltique (Bakou-Saint-Petersbourg).

Le renversement d'Elchibey par Aliév en Azerbaïdjan n'a pas menacé les accords turco-azerbaïdjanais sur le fond. Aliév sait par contre qu'il dispose d'un moyen de pression considérable, et il commence à en jouer. Dès juillet, British Petroleum débloque 70 millions de dollars pour confirmer son intention de poursuivre les négociations avec l'Azerbaïdjan, de crainte que le contrat, un instant suspendu par Aliév, ne le soit définitivement (10). Fin novembre 1993, lors d'une réunion à Rome de la CSCE (Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe), le ministre des Affaires étrangères azerbaïdjanais annonce la couleur : « La construction de l'oléoduc ira au pays qui accordera le plus grand soutien à l'Azerbaïdjan dans le conflit du Haut-Karabakh [...] Et il n'est pas indispensable de faire passer l'oléoduc par la Turquie » (11). Aliév vient d'accorder à une compagnie russe 20 % du nouveau contrat pétrolier tout en monnayant au prix fort les espoirs russes d'implanter une base militaire en Azerbaïdjan.

La Turquie essaie de regagner une influence perdue avec la chute d'Elchibey (12). Simultanément le président arménien Levon Ter-Petrosian tente de prendre ses distances avec les jusqu'au-boutistes du Comité Haut-Karabakh dont il était lui-même le leader, car il sait qu'un conflit durable avec l'Azerbaïdjan n'est pas viable (13). Déjà, les regrets de l'ancien régime soviétique se multiplient en Arménie, et les anciens communistes locaux reprennent du poil de la bête. L'Etat arménien ne peut échapper à une reconsidération de ses liens avec la Russie dans la mesure où 70% de son commerce se

fait avec elle, et 60% des recettes de son budget proviennent de prêts consentis par la Banque centrale de Moscou.

C'est clair : le Caucase reste, et doit rester, dans l'orbite russe. A l'est, le pion iranien manque à l'Occident depuis la chute du Shah et l'arrivée de Khomeiny. Au sud, le régime irakien a subi le contrôle que l'on connaît. A l'ouest, la Turquie demeure un allié fidèle sur lequel on pourrait mieux compter s'il n'y avait pas toute cette agitation kurde... Bref, les puissances occidentales sont mal implantées et le pouvoir russe arrange bien du monde pour le moment. C'est pourquoi vous ne verrez pas les médias se précipiter au Caucase, ni Bernard-Henri Lévy se porter au secours de Tbilissi : ils ont mieux à faire avec une Europe s'appropriant la Yougoslavie par tous les moyens. Aux Arméniens, le cirque politico-médiatique leur enverra bien Aznavour...

Philippe Pelletier

(3) « Ce que veut le front populaire d'Azerbaïdjan », *le Monde diplomatique*, février 1990.

(4) *Ramsès* 1993, p. 96.

(5) « La Géorgie livrée aux luttes de clans », *le Monde diplomatique*, février 1992.

(6) « La Géorgie minée par les régionalismes », *le Monde diplomatique*, novembre 1993.

(7) « Moscou dans le bourbier caucasien », *le Monde diplomatique*, avril 1993.

(8) « Guerre totale en Azerbaïdjan », *le Monde* du 1/2/1994.

(9) « L'indépendance turque passe par Bakou », *Courrier International*, n° 123 du 11/3/1993.

(10) « L'Azerbaïdjan continue à faire miroiter aux Occidentaux le pétrole de la mer Caspienne », *Courrier International*, n° 142 du 22/7/1993.

(11) « Entre Ankara et Moscou, une guerre des oléoducs », *Courrier International*, n° 164 du 23 décembre 1993.

(12) « La guerre civile azérie désespère Ankara », *Courrier International*, n° 138 du 24/6/1993. « Instable indépendance en Azerbaïdjan », *le Monde diplomatique*, août 1993.

(13) « L'Arménie piégée par la guerre du Karabakh », *le Monde diplomatique*, février 1994.

SOLIDARITÉ AVEC LES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

No Pasquaran !

LES 1^{ER} ET 2 FÉVRIER, une action de solidarité avec les étudiants étrangers s'est déroulée dans plusieurs facultés de France. Cette initiative avait pour but d'interpeller les instances universitaires vis-à-vis de la condition faite aux étudiants extracommunautaires. La stratégie qui consiste à refouler les étudiants venus du sud et de l'est en complément des dispositions prises vis-à-vis de l'ensemble des populations étrangères démontrent, s'il en était besoin, la politique d'apartheid et de développement séparé entre populations du nord et du sud mis en place doucement mais sûrement depuis une vingtaine d'années et qui s'est accéléré depuis les accords de Schengen, en 1985, et la ratification de Maastricht.

Si les textes sur lesquels s'appuient certaines préfectures pour refuser la carte de séjour d'un étudiant restent flous, ce qui entraîne des disparités de traitement selon le lieu où l'on réside, il s'agissait au travers de l'occupation des bureaux administratifs d'amener la communauté universitaire à prendre position pour que la carte de séjour soit attribuée automatiquement à tout étudiant étranger

sans que la Préfecture ait un droit de regard. Précédemment au mois de novembre 1993, à la faculté de Nanterre, une occupation avait permis l'inscription de deux étudiants étrangers, dans d'autres facultés, comme à Toulouse pour obtenir la régularisation de Zacharia, plusieurs manifestations se sont déroulées pour réclamer l'égalité des droits.

Développer les résistances quotidiennes

L'action des 1^{er} et 2 février, qui a touché une dizaine de villes (Paris, Nantes, Tours, Limoges, Dijon, Grenoble) avec des modalités d'actions différentes (1), n'était qu'un galop d'essai pour des actions futures. Il s'agit bien de développer une lutte sur le long terme, et de lier travail local quotidien (permanences juridiques, accompagnement dans les préfectures, pression sur les instances universitaires...) et contestation globale de la politique anti-immigrée.

Associer les associations d'étudiants étrangers, les associations de solidarité, les collectifs de défense

des étudiants étrangers et les organisations politiques sur la base d'un engagement clair et précis doit permettre l'élaboration d'un combat dont les bases sont la défense de l'égalité des droits avec comme premier constat que les politiques menées au cours de ces quinze dernières années sont de la même veine de celle de Pasqua. Car celui qui a pondu la circulaire pour limiter l'accès des facultés aux étudiants étrangers est M. Sauvé (on l'appelle la circulaire Marchand-Sauvé), qui après avoir servi la gauche avec beaucoup d'enthousiasme continue sous la droite.

Le gouvernement satisfait de sa politique anti-immigrés continuera d'en faire un axe médiatique pour démontrer sa « bonne foi » et son écoute de l'opinion publique, luttant contre l'immigration clandestine, contre les faux réfugiés, les faux étudiants, les faux mariés... Et nous ne séparons pas le combat mené sur le terrain étudiant des autres luttes menées au sein de la jeunesse contre le code de la nationalité ou le refus d'inscription de jeunes étrangers comme l'a encore fait récemment le maire de Montfermeil. Nous devons réoccuper le terrain. Nous devons réinvestir les lieux et ne plus accepter comme inéluctable les politiques d'apartheid social et racial. Si les manifestations ne sont pas une forme de mobilisation à abandonner, elles doivent redevenir le résultat des résistances quotidiennes et d'une démonstration de force vis-à-vis des pouvoirs locaux ou nationaux.

L'articulation, avec des revendications sociales (RMI, logement pour tous...) et anti-sécuritaires (contre le quadrillage policier des villes, contre les assassinats répétés de jeunes), doit aussi avoir un objectif. Le saucissonnage dans les réflexions entraîne des absences dans la compréhension des politiques gouvernementales ; l'intervention des associations antiracistes dans la mobilisation contre le chômage peut être un élément important dans la reconstitution de solidarités sociales mêlant « étrangers » et « français ». Cela permet aussi de ne pas servir de « faire-valoir » dans les démarches politiciennes de nombre d'organisations politiques dans leurs insertions dans les luttes de défense des droits. On peut prendre le cas du PS qui revient par les petites portes, alors qu'il est responsable au même titre que la droite des lois racistes.

La perspective de la construction de mouvements indépendants des organisations politiques ou syndicales restent à l'ordre du jour. Dix ans après la marche des Beurs ou « Convergence 84 pour l'égalité », la situation s'est dégradée, et c'est bien un mouvement liant à la fois luttes spécifiques immigrées et luttes sociales contre les exclusions que l'on doit mettre sur pied.

Réflex/No Pasaran

(1) A Paris, Nantes, Tours, Limoges, les bureaux administratifs ont été occupés pendant deux jours.

N.B. : Réflex/No Pasaran, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.

NANTES L'occupation de la scolarité

Une vingtaine de militants du Comité de défense des étudiants étrangers a occupé la scolarité de la faculté des Lettres de Nantes. Condamnant les lois Pasqua et « la politique d'apartheid dans laquelle s'est engagée l'université », ils ont voulu par cette initiative interpeller les instances universitaires locales et leur demander de prendre position sur cette question. Soutenu dans leur action par le SCALP, Virus Mutinerie, Environnement Bretagne-démocratie, l'Association Solidarité Jeunesse, des organisations FA, OCL, FULOR et le GASPROM (association de solidarité avec les travailleurs immigrés), ils ont investi les lieux pendant deux jours.

Réflex/No Pasaran

A

Associations

LYON : VIDÉO ET DÉBAT A LA LIBRAIRIE LA GRYFFE (RAPPEL)

• Jeudi 10 mars à 20 h : Vidéo sur les essais nucléaires.

• Samedi 12 mars à 15 h : débat sur la guerre civile, animé par *Noir et Rouge*. La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe (M° Saxe-Gambetta), 69007 Lyon. Tél. : 78.61.02.25.

PARIS : SOIRÉE DE PRÉSENTATION DU LIVRE DE M. BENASAYAG « PENSER LA LIBERTÉ » (RAPPEL)

Le vendredi 11 mars à 20 h, les éditions La Découverte et le collectif « Malgré tout » organisent une soirée de présentation du livre de Michel Benasayag : *Penser la liberté. Comment construire une philosophie et une praxis de la liberté émancipée de l'idée de progrès* ?, en présence de l'auteur ; de Dardo Scazzino, philosophe ; de Sophie Wahnhich, historienne ; de Dimitri Colaidis, historien et de François Géze,

directeur des éditions La Découverte. Cette soirée aura lieu à la *Maison de l'Amérique latine*, 217, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

PARIS : « LE CAS ALEXIS CARREL » (MÉDECIN EUGÉNISTE)

« Devoir de Mémoire » et l'« Appel des 250 », à la veille du procès Paul Touvier, vous invitent, le mercredi 16 mars à 19 h à une débaptisation symbolique de la rue Alexis-Carrel (métro Bir-Hakheim), 75015 Paris. Cette débaptisation sera suivie d'une réunion débat sur le thème : « Le cas Alexis Carrel », à 20 h 30, en Salle du Patronage laïque, 72, avenue Felix-Faure (métro Boucicaut), 75015 Paris.

LYON : COLLOQUE « LES MOTS ET LA NATION »

Les 17, 18 et 19 mars à l'université Lumière (Lyon II) se déroulera un

colloque ayant pour thème : « Les mots de la nation ».

Voici quelques sujets qui seront traités : — jeudi 17 mars : « La Nation d'extrême droite » (Maurice Tournier - Fontenay/Saint-Cloud) ; — vendredi 18 mars : « Lamartine : de *Nation à République* » (Pierre Michel - Lyon II) ; — samedi 19 mars : « Citoyenneté et nationalité en russe » (Patrick Sérriot - Lausanne) ; — samedi 19 mars : « La conception de la nation et les Slaves » (Anton Bebler - Ljubljana).

Pour tout renseignement, écrire à l'un des membres du Comité scientifique : Sylviane Rémy-Giraud (CRLS), Pierre Rétau (Centre d'études du XVIII^e siècle), Pierre Bacot (CERIEP) ou Alain Mougnotier (CLERSE) c/o Université Lumière - Lyon II, 16-18, quai Claude-Bernard, 69365 Lyon cedex 07. Tél. : 78.69.72.20 ou 78.69.70.99.

LILLE : RÉUNION ANARCHO-SYNDICALISTE (RAPPEL)

Les militants et sympathisants de la CNT-AIT vous invitent à une réunion destinée à développer les activités anarcho-syndicalistes dans la région Nord/Pas-de-Calais. Cette réunion est ouverte à tous et à toutes : employés, ouvriers, chômeurs, travailleurs précaires, enseignants, lycéens, étudiants...

A programme : bilan des activités du Syndicat pour une Education libertaire (SEL) et de sa section universitaire ; création éventuelle d'un syndicat interco, selon les possibilités, de syndicats professionnels plus spécifiques (PTT, intermittents du spectacle...); mise en place d'un réseau d'informations et de solidarité anarcho-syndicalistes.

La réunion aura lieu le samedi 19 mars à 14 h 30 au CCL Benoit-Broutchoux, 1-2, rue Denis-du-Péage (M° Fives) à Lille. Tél. : 20.47.62.65.

BANDE DESSINÉE

« Juste un doigt »

Besseron - éd. Fanzinothèque

Premier recueil de ce jeune poitevin qu'est Besseron, espoir de la bande dessinée française qui... Stop ! Le style presse régionale, basta ! Les dessins de Besseron, ça n'est pas racontable. Depuis des années, il squatte les fanzines, au point que tu te demandes s'ils ne sont pas plusieurs à fournir une telle production. Des petits mecs trapus, avec des gueules pas



possibles, qui sont plus à l'aise au bistrot d'en face que dans les maulées glacées où s'enferme la bande dessinée aujourd'hui. Des histoires très connes de gens très cons, dans des situations très connes. Des cauchemars exorcisés à grands coups de feutre. Une manière de traiter en trente-deux planches de l'alcoolisme, du sexe ou de la science-fiction, qui passerait mal dans Spirou. Du corbard qui se fout éperdument des bonnes manières, et qui pète à table. De l'urgent ! La rencontre de Coluche et des Sex Pistols devant un p'tit demi... et encore, ça serait trop gentil, ça. D'autres hooligans du rotring se

sont joints à lui pour mélanger leurs idées déjantées aux siennes, qui n'avaient pas besoin de ça. : Ness, Thierry Guitard, Caroline Wédier, Pierre Druilhe, Eric Heilmann et moi-même. Si tu te poses des questions essentielles, par exemple : pourquoi j'ai toujours les cheveux gras, la réponse est dans ce bouquin... Besseron a réponse à tout ! Maintenant, y a plus qu'à attendre le prochain ! Gil

N.B. : En vente à la librairie du Monde Libertaire au prix de 25 F. Couverture : sérigraphie quatre couleurs, réalisée dans la joie, la bonne humeur et le trychlo par le Fanzinothèque Possee !

SÉLECTION RADIO LIBERTAIRE (89.4)

• Samedi 12 mars, 20 h 30 - 22 h : « Raconte pas ta vie » : un regard de femme du Mouvement des femmes sur le féminisme.

LILLE RADIO CAMPUS (106.6) chaque Vendredi de 19 h 30 à 20 h 30 émission

- « Sans voix ni maître » (animée par le centre culturel libertaire Benoît-Brouchoux et le groupe Humeurs Noires de la FA)
- Vendredi 11 mars : revue de presse militante.
- Vendredi 18 mars : les populations autochtones du Québec.
- Vendredi 25 mars : sectes et psychiatrie (sous réserve).

Fête Radio Libertaire 18 mars - 20 h 30 Contes, histoires drôles avec Lucien Gourong au Centre culturel breton 22, rue Delambre, 75014 Paris Entrée : 40 et 50 F

UN CHANTEUR NOUS QUITTE

Jacques Serizier

fait encore bling-blang dedans nos têtes

« L'APPELAIT... je ne sais pas, peut-être il ne s'appelait pas ; c'était un gosse. » Oui, comme un gosse, il était tout frippé, la Cerise. Mais reprenons. Il s'appelait Jacques Lallemand, se faisait appeler Jacques Serizier. Dans les métiers du spectacle, on l'appelait la Cerise, d'aucuns l'appelaient encore Poubelle, en souvenir d'une chanson à l'humour absurde de 1964.

Je me souviens de lui, devant un ou deux verres, parlant de ses multiples dictionnaires (du Bouquet de son ami Claude Duneton au dictionnaire de rimes), dans lesquels il faisait rebondir ses idées ; parlant de la polémique qu'il avait lancée du temps de ses animations sur RTL. « Fallait-il dire en Avignon ou à Avignon ? » ; parlant et militant contre l'erreur judiciaire (pléonasmisme ?), avec Confortes, Mouna et d'autres (il avait écrit *La Lucarne ou Lettre à Dédé à la prison de Châlons-sur-Marne*, il avait travaillé avec Claude

Confortes, notamment sur la pièce *L'Acquittement*) ; on le revoit, l'œil pétillant, parlant du disque de sa compagne Nathalie Solence sur le point de sortir. Nous le revoiyons, et pourtant il est mort. Le 17 février 1994, on l'a mis dans une boîte en fer blanc au fond d'une ruelle et on l'a poussé, mais il fait encore bling-blang.

Il venait de nulle part, et il y est retourné, pour avertir Fanon, Debronckard, Jean Jonas, Dimey, Ferré et les autres qu'on arrivait, et il chantait et jouait pour nous faire oublier qu'on arrivait.

« C'est comme ça mon petit garçon que finit l'histoire grise, c'est comme ça, mon petit garçon... » Salut la Cerise.

Nicolas Choquet

N.B. : extraits tirés de *Pauvre p'tit garçon, des Bisons, de Je viens de nulle part*. Réécoutez ses quatre-vingt-dix-neuf chansons et textes en six cassettes, si vous ne saisissez pas les références.

ÉCRIVAIN PROLÉTARIEN

Constant Malva

CONSTANT MALVA, pseudonyme d'Alphonse Bourlard (1903-1969). Né dans une famille de mineurs, il descendra au fond à treize ans. Comment mieux définir l'écrivain prolétarien que fut Malva, si ce n'est en lui appliquant sa propre définition : « L'authentique écrivain prolétarien est un ouvrier qui écrit, tout en gardant sa mentalité d'ouvrier et dans le bon sens du terme. Fidélité à ses frères de classe, partant fidélité à l'humain. » D'abord attiré par les organisations de gauche et d'extrême gauche très puissantes dans le Borinage de l'époque, il s'en écartera pour confier son désespoir politique et social à ses écrits. C'est le récit que lui fait sa mère de ses tristes souvenirs qui le conduit à prendre la plume. L'absolue véracité de ses textes lui valut bien des déboires. *Ma nuit au jour le jour*, écrite de 1937 à 1938 ne sera publiée qu'en 1954 et n'accèdera à un vaste public qu'à partir de l'édition Maspéro de 1978. Il va à contre-courant du mythe de l'héroïque mineur sauveur de l'économie nationale. Voilà ce qu'en disait Guy Bordes : « Son témoignage, vigoureux et rigoureux, sincère et d'une

poignante simplicité, qui n'exclut pas un art d'une grande maîtrise, a le caractère et porte la marque de l'authenticité. A ce titre, Malva, c'est l'anti-Zola, le contraire du truquage en littérature. [...] Regrettons simplement que le système de diffusion du livre dans notre société ait pu laisser pratiquement de côté le témoignage de Constant Malva et faire de Germinal un des plus grands best-sellers de toute la littérature universelle. Dans le monde de l'édition aussi règne l'injustice. »

Après des sentiments plus que confus pendant la période d'occupation (déceptions dues aux attermolements de grands intellectuels), il quitte la mine, silicosé, en 1940, et entre dans une grande période de désarroi (*Un ouvrier qui s'ennuie*). Il occupe ensuite divers emplois de concierge, commis en librairie.

Ses textes publiés sont : *Un propr' à rien*, 1936 ; *Borins*, 1937 ; *Un ouvrier qui s'ennuie*, 1940 (réédité aux éditions Plein Chant - 51 F) ; *Un de la mine*, 1942 ; *Le jambot*, 1951 (réédité aux éditions Les Eperonniers - 95 F) ; *Mensuelles*, 1954, *Choses et gens de la Bure et du Borinage*, (éditions Plein Chant - 75 F), *La nuit dans les yeux*, (éditions Labor - 33 F) et *Le Brasier*, (éditions de l'Institut Jules-Destrée - 35 F). Sa collaboration à la revue de littérature prolétarienne *Le Musée du soir* sera régulière. Il gardera aussi de nombreux contacts avec les autres ouvriers-écrivains de sa génération : Poulaille, Bonnet...

Christian Porcher

N.B. : les ouvrages suivis d'un prix sont disponibles à la librairie du Monde Libertaire (ajoutez 10% de frais de port).

« Un mineur vous parle »

« Tout est sombre. Il n'y a pas d'éclairage électrique... Je me revois la nuit avec ma mère ou ma grand-mère, sur un sentier longeant un charbonnage. Tout est sombre ; je ne vois rien ou presque rien, mais j'entends, j'entends les bruits de la mine, les installations de la surface ; j'entends les coups de gong commandant la manœuvre du fond ; j'entends la cage surgissant du puits et se posant sur les taquets avec fracas ; j'entends la machine d'extraction qui ahane ; j'entends les chariots se culbutant sur le terril ; les grosses pierres roulant en bonds désordonnés et s'entrechoquant ; j'entends les cris, les chants, les appels des ouvriers, taqueurs et terrineux. Je dis que je ne vois rien. Si, pourtant, je vois sur le terril des feux follets provoqués par la combustion du charbon qui se trouve dans les déchets. Tout cela a couleur de cauchemar. Les samedis soir et les dimanches matin et même n'importe quel jour de la semaine, il y a des scènes d'ivrognerie. » Constant Malva

REINALDO expose jusqu'au 18 mars à la GALERIE JEAN-CLAUDE RIEDEL 12, rue Guénégaud, 75006 PARIS (ouvert du mardi au samedi de 14 h à 19 h 30)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris Directeur de publication : André Devriendt Commission paritaire n°55 635 Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe. Dépôt légal 44 145. 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 - La Vigie. Diffusion SAEM. Transport Presse

Rédaction-Administration 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : (1) 48.05.34.08. FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° 35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n° 95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n° 170 F	310 F	250 F
1 an	45 n° 290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom Adresse Code postal Ville Pays A partir du n° (inclus). Abonnement de soutien Chèque postal Chèque bancaire Autre Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin. Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

FÉMINISME

Rencontre européenne pour le droit à l'avortement et à la contraception

Rencontre européenne pour le droit à l'avortement et à la contraception
25-26-27 mars 1994

Hôtel Pullman Saint-Jacques
17, boulevard Saint-Jacques (M° Saint-Jacques)
75014 Paris

Vendredi 25 mars

- 11 h - 13 h : accueil.
- 12 h - 14 h : déjeuner.
- 14 h : ouverture.
- 14 h 30 : table ronde : « Le droit de choisir d'Est en Ouest et du Nord au Sud : la situation en Norvège, au Portugal, en Irlande, en Allemagne et à Sarajevo ».
- 16 h 30 : pause.
- 17 h 30 : trois ateliers :
 - « Droits acquis par la lutte à l'Ouest, droits octroyés par l'Etat à l'Est : quelle mémoire ? Quelle transmission ? » ;
 - « Quels choix, pour quelles femmes ? Le pouvoir des femmes sur leur corps mis à l'épreuve par les pressions économiques, idéologiques et médicales » ;
 - « La méthode du RU 486. L'utilisation des anti-progestérones : quelles pratiques, quels enjeux ? ».
- 19 h 30 : dîner.

Samedi 26 mars

- synthèse en séance plénière.
- 10 h 30 : assemblée générale de l'ENWRAC.
- 12 h 30 : déjeuner.
- 13 h 30 : quatre ateliers :
 - « Les oppositions : les institutions religieuses et les réseaux anti-choix » ;
 - « Les oppositions : les politiques sanitaires, familiales et démographiques et la bioéthique » ;
 - « Europe et solidarité : de la pratique aux réseaux » ;
 - « Lieux de pratique de l'avortement, de la contraception et la santé des femmes : poids du pouvoir médical et libre disposition du corps ».
- 15 h 30 : rédaction des ateliers.
- 16 h 30 : synthèse des ateliers en séance plénière.
- 17 h 30 : table ronde : « L'avortement comme révélateur de la place des femmes dans la société ».
- 20 h 30 : dîner.

Dimanche 27 mars

9 h - 10 h 30 : « Stratégies pour les femmes d'Europe ».

11 h - 12 h : conclusions.

Traduction simultanée en anglais et en français. Inscription comprenant les documents préparatoires, la participation à l'ensemble des travaux et le repas du samedi midi : 250 F. Hébergement à réserver en téléphonant ou en écrivant à la CNADAC c/o MFPF, 4, square Saint-Irénée 75011 Paris. Téléphone : (1) 48.07.29.10 et 47.00.18.66.

IL N'EST PAS QU'EN FRANCE que le droit à l'avortement et à la contraception est insidieusement grignoté (1). Bien évidemment ! Partout où ce droit avait été conquis par les luttes des femmes, à l'Ouest, octroyé par les Etats de l'Est, il est, aujourd'hui, remis en question tant par les oppositions religieuses et les commandos *Pro-life* que par les politiques familiales, démographiques et sanitaires. Dans une situation de crise économique et sociale, il n'est que trop tentant de renvoyer les femmes à la maison (là où elles auraient dû toujours rester), de les inciter à faire des enfants, de renforcer la famille et de réduire les droits des femmes qui pèsent « trop » sur les budgets sanitaires.

Le tryptique « Travail-Famille-Patrie », qui reste le fondement de notre société capitaliste et patriarcale, se polarise sur les deux volets « Famille » et « Patrie » quand le travail bat de l'aile. Combien de millions de chômeurs et précaires par-ci, par-là ? Et pourquoi pas, alors, accepter l'aide généreuse des

Eglises qui profitent de l'occasion pour rétablir ou renforcer leur audience ? D'où les lois anti-avortement et anti-contraception en Pologne portées par les forces les plus réactionnaires et par l'Eglise catholique de Jean-Paul II, reniant ainsi les droits de 1956. D'où l'absence de droits en Irlande (2), où l'avortement est interdit par la loi de 1861, et a été rendu inconstitutionnel en 1983 pendant que la prescription et la distribution de la contraception reste prohibée. D'où la clause de conscience revendiquée par 70 % des personnels paramédicaux en Italie, et la recrudescence d'opposants à l'avortement, comme la Ligue du Nord, avançant pour cela des raisons religieuses et de natalité « blanche ». D'où les nationalismes exacerbés par les religions dans l'ex-Yougoslavie ou au Maghreb, s'appuyant ici et là sur le viol comme arme de guerre, comme moyen de purification ethnique ou sur la charia, imposant autant le voile que la lapidation en cas d'adultère pour les seules femmes.

Et à chaque fois, ce sont les femmes qui trinquent par l'absence d'équipements collectifs pour la petite enfance, par un développement du chômage et des discriminations dans le travail, par le sexisme omniprésent dans le quotidien, par l'utilisation du corps des femmes dans le duo reproduction-prostitution, par l'impossibilité ou les difficultés croissantes d'accéder à l'avortement et à la contraception, par le renforcement de l'ordre moral sous toutes ses facettes ! En Roumanie, par exemple, il apparaît moins cher d'avorter deux fois par an que de multiplier par douze le coût d'une plaquette de pilule. Quant aux immigrées provenant de l'Europe de l'Est, elles arrivent par réseaux qui alimentent night-clubs et cinémas pornographiques. Alors que les croisés anti-avortement, en France comme aux Etats-Unis, proclament que « La femme, c'est l'enfant. Qui tient la femme, tient l'enfant et la civilisation » (3). Les femmes apparaissent là comme le principal moyen pour restaurer la famille.

« 1994 est l'année internationale de la famille et des élections européennes : faisons entendre nos voix. Echangeons nos expériences. Confrontons les situations à partir d'histoires différentes, avec la volonté de préserver et d'étendre le droit à l'avortement et à la contraception à toutes les femmes, dans une Europe ouverte aux femmes du Sud et de l'Est. Définissons des stratégies communes. Développons des réseaux de solidarité. Tels sont les enjeux de ces journées. »

Tel est l'appel de la Coordination nationale pour le droit à l'avortement et à la contraception qui co-organise avec l'ENWRAC (Réseau européen) la troisième rencontre européenne (4) pour défendre et élargir ce droit fondamental des femmes. Soyons au rendez-vous car c'est toutes et tous ensemble qu'il faut lutter pour faire barrage au retour de l'ordre moral et mettre en place des réseaux de solidarité et d'action. Le respect ou non du droit de choisir ne donne-t-il pas la mesure de la place que la société

reconnaît aux femmes ? Par contre, un droit de choisir, reconnu et assumé, contribue à l'émancipation des femmes et par-là même à l'émancipation de tous les individus.

« Il est de toute nécessité que la femme retienne cette leçon : que sa liberté s'étendra jusqu'à s'étendre son pouvoir de se libérer elle-même. », nous livrait Emma Goldman dans *La tragédie de l'émancipation féminine*, en 1906 (5).

Hélène Hernandez
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

(1) Cf. *Le Monde libertaire* n° 947 in « Barrons la route au sexisme ».

(2) Le film *Hush-a-Bye, Baby* évoque l'intensité de la pression catholique au cœur de la guerre contre les « Brits ». Un film de Margo Harkin, distribué par K films vidéo.

(3) in *Envoyé Spécial* du 17 février 1994.

(4) L'ENWRAC avait déjà organisé une rencontre européenne en Norvège en septembre 1990 et une seconde à Genève en septembre 1992.

(5) *La tragédie de l'émancipation féminine*, Emma Goldman, Syros, Collection « Mémoires des femmes », traduction d'Emile Armand.

GRENOBLE

jusqu'au 12 mars

« y'en a pas une sur cent »

(exposition « Femmes révolutionnaires » du CIRA)

Maison du Tourisme - Bibliothèque du centre-ville (1^{er} étage)

(exposition organisée par le groupe Jules-Valles de la FA de Grenoble)

CHOSSES VUES ET ENTENDUES

Après-midi ordinaire

à la 10^e chambre

de la Cour d'Appel de Paris

Le public se compose d'une vingtaine de petits vieux venus voir leur justice en face. Des habitués de salles d'audiences qui se saluent avec beaucoup de civilités ! Il y a même un spécialiste : un gendarme à la retraite qui vient le jeudi et le vendredi quand l'audience est présidée par le « Président Francheschi », car il se régale !

Aujourd'hui, il a dû être déçu, car les six peines n'ont été que confirmées et pas aggravées. Le président, qui fait « peur aux avocats » ne devait pas être en forme.

Il ne parle pas, il vocifère. Au premier appelé, il a affirmé : « Ici, dans cette cour, je fais ce que je veux, je peux vous donner la parole pendant deux heures et vous interrompre toutes les

dix minutes ». Le détenu se sent tout de suite à l'aise.

Il hurle à chacun des six appelés : « Pourquoi avez-vous fait appel ? ». Il n'écoute pas la réponse et continue : « Vous n'êtes pas bien en prison ? C'est bien fait, car la prison est faite pour que vous ne vous y sentiez pas bien, pour ne pas y revenir ».

Le peuple sourit d'aise. Le spectacle est gratuit mais de bonne tenue.

Deux ou trois avocats ont essayé de se faire entendre. Cela fait partie de la comédie.

A 16 h, un après-midi tranquille vient de se terminer. Les petits vieux retournent à leurs retraites, les condamnés à leur souffrance et à leur solitude.

Justice a été rendue !

Nicole Claude

RENDEZ-VOUS

PARIS/MONTREUIL

Le groupe Alliance (20^e arr.) vend *Le Monde libertaire*, chaque dimanche à partir de 11 h 30, sur le marché aux puces de Montreuil (M° Porte-de-Montreuil).

TOULON

Les groupes Région-toulonnaise et Nada de la FA organisent le vendredi 8 avril à 20 h, à la salle Franck-Arnal, rue Vincent-Scotto (quartier La Rode), une réunion-débat sur le thème : « L'écologisme peut-il être un danger ? », avec Philippe Pelletier.

Participation aux frais : 20 F.

Par ailleurs, une table de presse sera assurée.

SOMMAIRE

Page 1 : « SMIC-jeunes » : retour à l'esclavage (suite p. 4), Editorial : Yann Piat ou les liaisons dangereuses, Le nationalisme ne nous protège pas de l'impérialisme (suite p. 2).

Page 2 : Le nationalisme ne nous protège pas de l'impérialisme (suite de la « une »).

Page 3 : C'est le cœur gros que les marins-pêcheurs terminent la grève, Infos FA.

Page 4 : « SMIC-jeunes » : retour à l'esclavage (suite de la « Une »), Une action pour dénoncer les logements vides, Clôture de souscription.

Page 5 : Pourquoi Bernard-Henry Lévy préfère Sarajevo à Tbilissi (suite du n° 947).

Page 6 : Pourquoi Bernard-Henry Lévy préfère Sarajevo à Tbilissi (suite de la page 5), No Pasquaran, L'occupation de la scolarité à Nantes, Associations.

Page 7 : « Juste un doigt », Jacques Serizier, Constant Malva, « Un mineur vous parle ».

Page 8 : Rencontre européenne pour le droit à l'avortement et à la contraception, Après-midi ordinaire à la 10^e chambre de la Cour d'Appel de Paris, Rendez-vous.